



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Passeport vaccinal

Question écrite n° 37046

### Texte de la question

Mme Catherine Pujol interroge M. le ministre des solidarités et de la santé sur le projet de passeport vaccinal. Fin décembre 2020, le Gouvernement avait déposé un projet de loi qui prévoyait de conditionner certains déplacements à la vaccination, avant de l'abandonner. Ce texte prévoyait de conditionner également l'accès à certains lieux à la présentation d'un certificat de vaccination contre la covid-19. Dans un contexte où la France présente un retard important dans la politique de vaccination, il apparaîtrait ahurissant d'envisager un passeport vaccinal. Alors que l'ensemble des Français qui souhaitent se faire vacciner ne peuvent actuellement pas le faire faute de doses en nombre suffisant, il apparaîtrait injuste d'imposer un passeport vaccinal. Cette mesure signifierait donc une atteinte inquiétante aux libertés individuelles dans un contexte de couvre-feu et de confinements locaux qui restreignent déjà des libertés fondamentales des citoyens. D'autre part, alors qu'il n'est pas certain que les vaccins actuels empêchent la transmission ni qu'ils protègent efficacement contre tous les variants, le passeport vaccinal ne présente aucune garantie d'efficacité. Ainsi, elle lui demande de préciser les intentions du Gouvernement concernant la possible mise en place d'un passeport vaccinal ou de tout autre projet qui aurait pour effet de restreindre les libertés individuelles des Français non vaccinés contre la covid-19.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Catherine Pujol](#)

**Circonscription :** Pyrénées-Orientales (2<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 37046

**Rubrique :** Pharmacie et médicaments

**Ministère interrogé :** [Solidarités et santé](#)

**Ministère attributaire :** [Santé et prévention](#)

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [9 mars 2021](#), page 1975

**Question retirée le :** 21 juin 2022 (Fin de mandat)